



L'opium afghan et l'Asie centrale

Pierre-Arnaud Chouvy

► To cite this version:

Pierre-Arnaud Chouvy. L'opium afghan et l'Asie centrale. Laruelle M. (dir.); Peyrouse S. (dir.). Eclats d'empires: Asie centrale, Caucase, Afghanistan, Fayard / Ceri, p. 161-168, 2013. hal-01048578

HAL Id: hal-01048578

<https://hal.science/hal-01048578>

Submitted on 25 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'OPIUM AFGHAN ET L'ASIE CENTRALE

Pierre-Arnaud Chouvy (CNRS-Prodig)

www.geopium.org

IN LARUELLE L. ET PEYROUSE S. (DIR.)

ECLATS D'EMPIRES: ASIE CENTRALE, CAUCASE, AFGHANISTAN

COLL. « LES GRANDES ETUDES INTERNATIONALES », COEDITION FAYARD/CERI, PP. 161-

168 (32 000 SIGNES).

CHAPITRE XV

L'opium afghan et l'Asie centrale

En 1970, l'Afghanistan n'a produit vraisemblablement que 130 tonnes d'opium, et guère plus de 200 en 1980. Mais trois décennies de guerre, de sous-développement et de pauvreté ont constitué un terreau fertile pour la croissance de la production illicite d'opium. L'année où les Soviétiques se sont retirés du pays (1989), la production a atteint 1 200 tonnes. Puis, en 1991, avec 1 980 tonnes d'opium, l'Afghanistan a ravi à la Birmanie sa place de premier producteur illicite mondial. Depuis, la production n'a cessé de croître, que ce soit sous le régime taliban (4 600 tonnes en 1999) ou dans la nouvelle république islamique d'Afghanistan mise en place par la communauté internationale après 2001. En 2007, 8 200 tonnes d'opium ont été produites dans le pays, soit plus que la totalité estimée de la production mondiale l'année précédente (6 100 tonnes). Un recul a été noté depuis (7 700

tonnes en 2008 et 3 600 en 2010), mais l'Afghanistan est toujours à l'origine d'environ 80 % de la production illicite mondiale d'opium¹.

Les opiacés afghans – opium, morphine et héroïne – sont bien sûr loin d'être intégralement consommés sur place, même si la consommation a considérablement augmenté dans le pays ces dernières années². Ils ont longtemps été exportés vers l'Europe et l'Afrique via l'Asie du Sud (Pakistan, Inde) et le Moyen-Orient (Iran). L'exportation vers les républiques d'Asie centrale n'a commencé qu'après l'indépendance en 1991. La réouverture au commerce de l'ancienne Union soviétique a entraîné un bouleversement des routes de l'opium. Mais ce que certains n'ont alors pas hésité à qualifier de réorientation des routes de la drogue apparaît en réalité comme une diversification mineure, même si le trafic s'est depuis développé en Asie centrale.

Le développement de la production afghane d'opium

Au cours des dernières décennies, l'instabilité de l'Afghanistan ainsi que les conflits entre commandants et seigneurs de guerre ont clairement été nourris par la production illicite et le trafic d'opium. La perte significative de contrôle politico-territorial par le pouvoir central a permis et encouragé le développement de cette même production agricole. Des « effets de système » significatifs ont longtemps existé entre les économies de guérilla et de guerre civile d'une part, et celles qui procèdent d'activités illicites d'autre part. Les économies de guerre et celles de la drogue ont ainsi une longue histoire commune, en Asie comme ailleurs³. Ces fortes synergies ont logiquement obéré le potentiel de développement politique et économique

¹ P.-A. Chouvy, *Opium. Uncovering the Politics of the Poppy*, Londres/NewYork, I.B. Tauris, 2009 ; UNODC, *Global Illicit Drug Trends*, Vienne, Nations unies, 2003.

² D. MacDonald, *Drugs in Afghanistan. Opium, Outlaws and Scorpion Tales*, Londres/Ann Arbor, Pluto Press, 2007, pp. 137-154.

³ P.-A. Chouvy, L. Laniel, « Production agricole de drogues illicites et conflictualités intra-étatiques : dimensions économiques et stratégiques », *Cahiers de la sécurité*, n° 62, 2006, pp. 223-253.

de l'Afghanistan, alimenté les conflits et rendu plus difficile toute résolution de crise. Elles ont également posé les fondations de la criminalisation de l'économie de paix afghane, compromis potentiellement sa stabilité, et permis à une partie de la paysannerie de survivre lors des longues périodes de dépression économique.

Dans un Afghanistan semi-aride où l'irrigation est souvent indispensable à la production agricole, des décennies de guerre et de destruction des canaux d'irrigation ont accentué le manque d'eau disponible, notamment pour la céréaliculture. En 1978, avant que la guerre ne survienne, le pays était sur le point d'atteindre l'autosuffisance céréalière malgré une proportion très faible de terres arables (12 % seulement). À la fin des années 1990, alors que l'Afghanistan était toujours en guerre dix ans après la fin de l'occupation soviétique, la surface de terres cultivables avait baissé de près de 40 %. L'Organisation de l'alimentation et de l'agriculture (FAO) estime que les surfaces irriguées ont diminué de 60 % entre 1978 et la chute des talibans. Entre 2001 et 2007, toutefois, la production céréalière a doublé, en dépit de constantes variations à la hausse et à la baisse qui ont maintenu la population dans une situation d'insécurité alimentaire. Par la suite, la persistance de la sécheresse et la hausse vertigineuse des prix du blé entre janvier 2007 et juin 2008 ont considérablement dégradé la situation. De fait, selon la FAO, environ un tiers de la population, soit 7 millions de personnes, souffre de la faim de façon chronique depuis 2001, principalement en raison de la sécheresse⁴.

Pendant les trois décennies qui ont suivi l'invasion soviétique, la culture du pavot et les récoltes d'opium ont augmenté, pour atteindre une production record en 2007. Les récoltes ont explosé en dépit de la croissance de la production céréalière, l'opium répondant davantage à l'insécurité alimentaire qu'au degré d'autosuffisance alimentaire du pays. En effet, peu de paysans afghans consacrent l'intégralité de leurs terres cultivées au pavot dès lors que la

⁴ World Food Programme, *Food Security : Overview – Afghanistan*, http://www.wfp.org/country_brief/indexcountry.asp?country=004 (5 février 2009). Voir aussi United States Department of Agriculture, *Afghanistan : 2009 / 10 Wheat production Outlook Uncertain*, Foreign Agricultural Service, Commodity Intelligence Report, 11 décembre 2008, <http://www.pecad.fas.usda.gov/highlights/2008/12/Afghanistan/> (5 février 2009).

production d'opium s'intègre avant tout dans leurs stratégies d'autosuffisance et de sécurité alimentaires, et non dans des stratégies de maximisation des profits. Dans leur grande majorité, les familles paysannes afghanes qui consacrent l'intégralité de leurs terres (en propriété, en fermage ou en métayage) à la culture du blé n'en produisent pas suffisamment pour leur propre consommation : « Les terres sont en général trop exiguës, les familles trop nombreuses, et les rendements en blé trop faibles⁵. »

L'accroissement des superficies cultivées en pavot résulte donc principalement du fort déclin de l'autosuffisance familiale en blé de la paysannerie afghane au cours des dernières années, conséquence de la division héréditaire des terres, du retour massif des réfugiés, mais aussi des sécheresses récurrentes et de la baisse des prix du blé jusqu'en 2005. Certes, après 2001, l'interdiction brutale de la culture du pavot par les talibans a provoqué l'augmentation de la production de céréales. Mais trois ans plus tard, en 2004, dans les provinces de Nangarhar et de Laghman, seules 5 % des familles d'agriculteurs déclaraient être autosuffisantes en blé alors que 56 % l'étaient environ six ans plus tôt⁶. Depuis 2004, la détérioration sécuritaire, due notamment à la résurgence de l'insurrection talibane, a ralenti le développement rural et favorisé la croissance de la production d'opium.

Plusieurs raisons poussent les paysans afghans à consacrer une partie croissante de leurs terres d'hiver à la culture du pavot : l'insuffisance de terres disponibles, le manque d'irrigation, la sécheresse, une seule récolte annuelle de blé au lieu de deux, et une insécurité qui compromet nombre de projets de développement. Désormais, la production d'opium procède principalement de la grande et durable pauvreté d'une partie de la paysannerie. Toutefois, les conditions socio-économiques complexes qui sous-tendent cette production

⁵ D. Mansfield, *Beyond the Metrics : Understanding the Nature of Change in the Rural Livelihoods of Opium Poppy Growing Households in the 2006/07 Growing Season. A Report for the Afghan Drugs Inter Departmental Unit of the UK Government*, Londres, 2007.

⁶ D. Mansfield, *Diversity and Dilemma : Understanding Rural Livelihoods and Addressing the Causes of Opium Poppy Cultivation in Nangarhar and Laghman, Eastern Afghanistan. A Report for the Project for Alternative Livelihoods (PAL) in Eastern Afghanistan*, document interne n° 2, GTZ22, 2004.

relèvent d'un contexte politico-territorial conflictuel. Les divers stades de la guerre (invasion soviétique, guerre civile transnationale, enfin situation « postconflictuelle » marquée par une grande insécurité et le recours à une certaine forme de « terrorisme ») ont empêché tout développement du pays, laissant à l'économie de l'opium le rôle de pallier l'absence de crédits agricoles ou de réforme agraire.

L'opium a donc permis aux Afghans les plus pauvres de subvenir à leurs besoins les plus élémentaires, mais a également enrichi d'autres Afghans, dont des propriétaires terriens, ainsi que les petits et grands trafiquants. Il nourrit enfin une corruption rampante, à tous les échelons de l'administration, d'autant que sa part dans l'économie afghane pèse très lourd : elle équivaldrait à la moitié du PIB, soit un tiers de l'économie du pays selon les estimations annuelles de l'United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC). La production d'opium n'est toutefois pas, malgré un discours récurrent, l'unique cause des difficultés de l'Afghanistan : celles-ci relèvent avant tout des multiples crises qu'il a traversées et qui ont en retour facilité le développement de cette production illicite.

La longue crise afghane a eu de profondes répercussions sur les pays frontaliers, notamment à travers l'augmentation de la production d'opium et la diversification des routes du trafic. Depuis près de vingt ans, les républiques d'Asie centrale connaissent un développement du trafic d'opium et d'héroïne et de ses conséquences sanitaires – toxicomanie et diffusion du VIH/sida. Le phénomène a été d'autant plus brutal que, longtemps coupée du monde par la frontière soviétique, l'Asie centrale était restée à l'écart des routes des opiacés afghans jusqu'au début de la décennie 1990.

L'Asie centrale coupée des routes de l'opium

Si le commerce de l'opium s'est longtemps fait sur les principales routes de la Soie, la fermeture subite de la Basse Asie centrale après la prise du khanat de Khiva par l'empire tsariste en 1873 et les rivalités russo-britanniques autour de l'Afghanistan mirent un terme au rôle de pont que jouait l'Asie centrale entre l'Europe et l'Inde. La frontière méridionale de l'aire d'influence russe isola l'Asie centrale de l'Asie du Sud et du Sud-Ouest, interrompant brutalement les importantes relations commerciales et culturelles qui avaient caractérisé tout le continent pendant des siècles. Plus tardivement, la fermeture du Turkestan chinois par la Chine communiste acheva d'isoler la région de l'Asie méridionale. Le contraste était donc grand entre l'aire d'influence russe et l'aire britannique, où le commerce de l'opium indien était en pleine expansion. Au XIX^e siècle, l'Asie centrale ne produisait pas de grosses quantités d'opium et son isolement commercial et territorial n'influa pas sur le commerce mondial des opiacés, d'autant que l'Union soviétique produisit jusqu'à 16 % de l'opium licite mondial au Kirghizstan avant de bannir la culture du pavot en 1973 et d'importer de l'opium d'autres pays socialistes, notamment du Laos.

Les itinéraires méridionaux traditionnels du commerce de l'opium en Asie du Sud-Ouest furent donc en partie déterminés par la fermeture du « ventre mou » de l'Empire russe dès le XIX^e siècle. Ces flux prirent la direction du sud, de l'est et de l'ouest, d'abord à partir de la Perse et de la Turquie, qui exportaient légalement l'opium qu'elles produisaient sous licence, puis, après une première interruption de la production iranienne en 1955 et de la production turque en 1973, à partir de l'Afghanistan. Dès les années 1970, ce dernier avait pris le relais de la production régionale et alimentait l'important marché de consommation iranien ainsi que le reste du monde⁷. La majorité de la production afghane, environ 100 tonnes, ainsi qu'une bonne partie de celle du Pakistan étaient alors consommées en Iran⁸.

⁷ P.-A. Chouvy, *Les Territoires de l'opium. Conflits et trafics du Triangle d'or et du Croissant d'or*, Genève, Olizane, 2002, pp. 200-208.

⁸ A. W. McCoy, *The Politics of Heroin. CIA Complicity in the Global Drug Trade (Afghanistan, Southeast Asia, Central America, Colombia)*, Chicago, Lawrence Hill Books, 2003.

Outre son rôle historique de pays producteur, consommateur et exportateur, l'Iran était devenu, après que la Russie impériale puis l'Union soviétique eurent fermé leurs frontières méridionales, l'unique voie terrestre pour les exportations de l'Asie du Sud-Ouest vers l'Europe.

Pays producteur et exportateur, le Pakistan allait également émerger comme pays de transit, de consommation et même d'importation. La consommation pakistanaise a en effet explosé après 1979 et modifié les flux d'opiacés, toute la frontière occidentale du pays devenant, avec la guerre d'Afghanistan et la coopération entre la CIA et l'ISI (les services secrets militaires pakistanais), le lieu de tous les trafics, en particulier d'opium et d'héroïne. L'année 1979 est donc une année charnière à partir de laquelle a débuté la transformation de toute la narco-économie de la région et s'est structuré le Croissant d'or.

L'émergence des routes du Nord

En 1991, la réouverture de l'Asie centrale au commerce avec l'Asie du Sud-Ouest et du Sud a permis la réactivation des anciennes routes de la Soie via l'Afghanistan. À la fin des années 1990, le représentant du Tadjikistan aux Nations unies, notant l'augmentation de 250 % du trafic d'opiacés dans son pays entre 1998 et 1999, parlait d'un « tsunami d'opium » et d'une « agression narcotique ». Son homologue ouzbek signalait une augmentation de 600 % du trafic dans son pays pour la même période, tandis que le ministre de l'Intérieur kirghize de l'époque s'alarmait de l'augmentation de 1 600 % des saisies d'opiacés sur son territoire entre 1999 et 2000⁹. Les Nations unies estimaient toutefois que 15 % seulement du trafic d'opiacés afghan transitait alors par l'Asie centrale, le reste empruntant les routes pakistanaïses et iraniennes¹⁰.

⁹ P.-A. Chouvy, *Les Territoires de l'opium*, op. cit., p. 281.

¹⁰ UNODC, *Global Illicit Drug Trends in Central Asia*, op. cit., p. 45.

Les pays limitrophes de l'Afghanistan – le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan – sont aujourd'hui les premiers touchés par le narcotrafic. L'opium et l'héroïne afghans franchissent la frontière tadjike en maints endroits, depuis Ishkashim, dans la région autonome du Gorno-Badakhchan, jusqu'à Nijni-Piandj, à l'ouest de la frontière et au nord de la ville afghane de Koundouz, en passant par Khorog, plaque tournante du trafic¹¹. Les exportations afghanes pénètrent aussi directement en Ouzbékistan, franchissent l'Amou-Daria par le pont de l'Amitié et rejoignent ainsi Termez depuis Mazar-i-Sharif. La drogue peut ensuite transiter vers Tachkent, puis Almaty ou Achgabat via Samarcande. Le Turkménistan a vite émergé comme l'une des grandes voies centre-asiatiques du narcotrafic afghan, via deux points de transit : Bala Murghab, sur la rivière Murghab, et le très fréquenté poste-frontière de Kouchka. Ce pays est devenu un exutoire d'autant plus évident pour le trafic d'opiacés afghans qu'il a refusé de signer le pacte de défense et de sécurité de la CEI et a été le seul État d'Asie centrale qui ne s'est pas opposé aux talibans. Il a ainsi permis le rétablissement de la route commerciale et stratégique reliant Quetta, au Pakistan, à Achgabat, via Kandahar, Herat, Kouchka et Mary¹².

Mais si les opiacés et le haschich sont exportés depuis l'Afghanistan vers et par l'Asie centrale, des flux contraires tout aussi illégaux, et indispensables au fonctionnement de l'industrie des opiacés, gagnent en importance. Le trafic d'anhydride acétique et d'autres précurseurs donne en effet lieu à de nombreuses et importantes saisies aux portes de l'Afghanistan¹³. L'UNODC indique toutefois que les États d'Asie centrale se sentent moins concernés par le trafic de précurseurs chimiques que par celui des opiacés, alors que les premiers sont bien plus faciles à détecter et à saisir que les seconds : la production d'héroïne requiert en effet d'importantes quantités de précurseurs chimiques (10 000 tonnes pour les

¹¹ S. Allix, *La Petite Cuillère de Schéhérazade. Sur la route de l'héroïne*, Paris, Ramsay, 1998.

¹² P.-A. Chouvy, *Les Territoires de l'opium*, op. cit., pp. 226-230.

¹³ P.-A. Chouvy, M. Koutouzis, A. Labrousse, *La Toile de fond des routes de la drogue*, conférence ministérielle « Les routes de la drogue de l'Asie centrale à l'Europe », 21-22 mai 2003, réunion du G8, Paris Ministère des Affaires étrangères, 2003.

725 tonnes d'héroïne produites en Afghanistan en 2008¹⁴) qui ne peuvent être acheminées qu'en grandes quantités, par voie routière ou même ferroviaire¹⁵.

Si les chiffres des saisies officielles d'opiacés sont à considérer avec la plus grande prudence, dans la mesure où ils témoignent moins des quantités trafiquées que des efforts des forces de l'ordre des pays considérés, il reste que le Tadjikistan semble bien être la tête de pont du trafic d'opiacés afghans en Asie centrale. Entre 1996 et 2006, le pays aurait intercepté 48 % des quantités d'opium saisies en Asie centrale et 73 % de celles d'héroïne. Le Turkménistan aurait été à l'origine de 29 % des saisies d'opium mais de seulement 4 % de celles d'héroïne, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan étant respectivement responsables de 10 et 9 % des saisies d'héroïne. Les Nations unies estiment que 3,1 % seulement des quantités supposément trafiquées en 2006 (118 tonnes) ont été saisies et que le trafic augmenterait de 12 % par an¹⁶.

La population consommatrice d'opiacés augmente elle aussi régulièrement, principalement dans les centres urbains touchés par le trafic (où l'héroïne est vendue, stockée, reconditionnée et réexpédiée), mais vraisemblablement moins rapidement ces dernières années qu'au cours de la décennie 1990. Toxicomanie et diffusion du VIH-sida par voie intraveineuse ont logiquement accompagné le développement de la consommation d'héroïne en Asie centrale et en Russie¹⁷. Au cours de la décennie 2000, alors que la production afghane d'opium doublait, le trafic et la consommation d'héroïne ont continué d'augmenter en Asie centrale, mais à un rythme moindre que dans la seconde moitié des années 1990. La diffusion du VIH, elle, a continué de croître très rapidement (+1 600 % entre 2000 et 2004 et, en moyenne, +48 % par an depuis), principalement par voie intraveineuse, même si la prévalence

¹⁴ UNODC, « Preventing the Smuggling of Drug Producing Chemicals into Afghanistan », *Online Brief*, 1^{er} juin 2009.

¹⁵ UNODC, *2008 World Drug Report*, Vienne, Nations unies, pp. 32-34.

¹⁶ *Ibid.*, pp. 9-10.

¹⁷ P.-A. Chouvy, *Les Territoires de l'opium*, op. cit., pp. 222, 281-282.

du VIH – du moins d’après les chiffres officiels – reste limitée dans la majeure partie de l’Asie centrale (moins de 0,3 %)¹⁸.

La question du trafic d’opiacés soulève celles de la criminalité et de la corruption, deux phénomènes consubstantiels au trafic lui-même. Les arrestations de petits trafiquants tadjiks sont monnaie courante dans la région, notamment au Kazakhstan et en Russie. Les Nations unies indiquent d’ailleurs que les États d’Asie centrale concentrent leurs efforts sur les petits trafiquants mais ne s’attaquent pas aux groupes organisés ou à la corruption¹⁹, alors que celle-ci est largement répandue dans la région et entrave le développement politique et économique²⁰. De fait, peu de gardes-frontière ou membres des forces de lutte antidrogue centre-asiatiques ont été arrêtés pour corruption ou trafic de drogue, les autorités tadjikes, ouzbèkes et kirghizes affirmant que leurs dispositifs antidrogue respectifs ne sont pas touchés par la corruption²¹. Celle-ci n’est pas seulement le fait des autorités locales, nombre de forces armées russes installées aux frontières ayant vraisemblablement elles aussi été impliqués dans le narcotrafic²².

À la fin de la décennie 2000, les itinéraires du narcotrafic de la périphérie du Croissant d’or ont maintenu leur orientation occidentale et méridionale « traditionnelle », via l’Iran et le Pakistan, mais ceux du Nord, par l’Asie centrale, prennent de l’importance. Le narcotrafic est une question d’autant plus centrale qu’il s’alimente de crises nationales et régionales non résolues (guerre et pauvreté en Afghanistan, corruption et pauvreté en Asie centrale, bouleversements politiques et économiques consécutifs aux indépendances, etc.) et en exacerbe ou en génère d’autres (corruption, violence armée, épidémie de VIH-sida,

¹⁸ World Bank, « HIV/AIDS and TB in Central Asia », *Central Asia Issue Brief*, février 2005.

¹⁹ UNODC, *2008 World Drug Report*, op. cit., p. 39.

²⁰ ICG, « Tajikistan : On the Road to Failure », *Asia Report*, n° 162, 2009.

²¹ N. Lubin, « Who’s Watching the Watchdogs ? Drug Trafficking in Central Asia », *Journal of International Affairs*, vol. 56, 2003, p. 362.

²² *Ibid.*, p. 365.

prostitution, etc.). Pour faire face au trafic d'opiacés et aux maux associés, l'Asie centrale a besoin d'adopter une approche régionale concertée (à laquelle le Turkménistan et l'Ouzbékistan sont très réticents) qui n'aborde pas la question uniquement en termes de répression mais aussi en termes de développement économique et de santé publique. La réponse au problème du trafic et de la consommation d'opiacés en Asie centrale reste cependant intrinsèquement liée à la production afghane d'opium : sous-développement, pauvreté, corruption et crises sociopolitiques constituent autant de facteurs favorables au développement de la production illicite d'opium, au trafic et à la consommation d'opiacés.